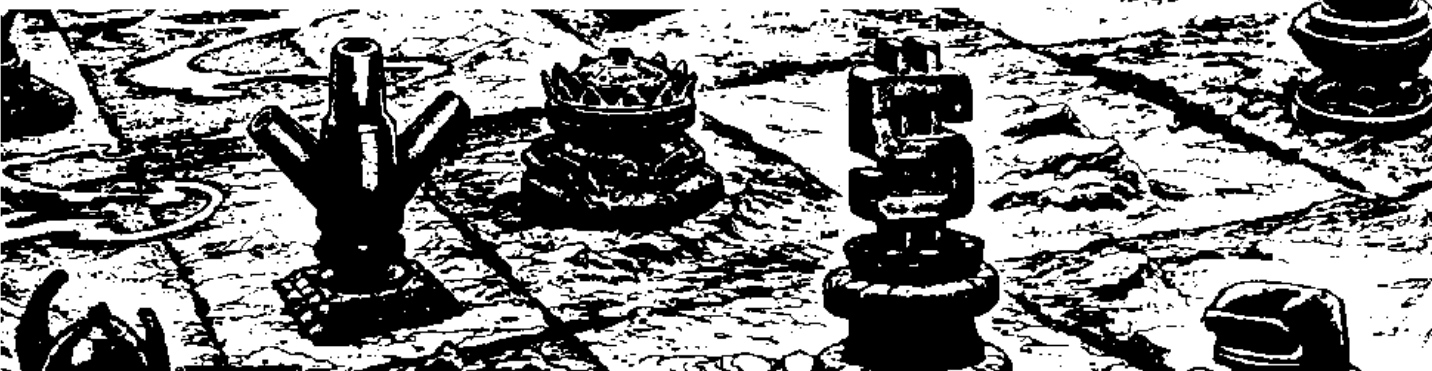




Politique Industrielle : SOCIALISME OU TECHNOCRATIE ?



Peu avant le 10 mai, le Parti Socialiste publiait un livre-manifeste « Le socialisme et l'informatique »¹. Dix mois plus tard il est nécessaire d'effectuer un premier bilan.

L'ESSENTIEL du débat porte pour l'instant sur la politique industrielle et sur la maîtrise nationale de la filière électronique². Les socialistes veulent faire de cette filière, le test de leur capacité à définir une politique industrielle dans un contexte dominé par la crise et par la question de l'emploi. Aussi lui attribuent-ils une priorité de financement (de 2 à 15 milliards de francs).

Une nouvelle politique industrielle

Mais, reflet de difficultés réelles ou du débat qui traverse le gouvernement, la définition de cette politique apparaît hésitante, limitée, parfois contradictoire. Quelques exemples : après avoir donné en juillet son aval à la stratégie de Saint-Gobain et à la coopération avec Olivetti³, le ministère de l'Industrie opère en décembre un revirement spectaculaire en imposant un pôle Thomson-CII-HB ; le gouvernement poursuit sans faire de vagues le projet Teletel et l'annuaire électronique, hérités du précédent régime, et lance simultanément contre les abus de

ce « tout télématique », un centre mondial de la microinformatique pour favoriser l'utilisation personnelle des microordinateurs. La volonté d'indépendance nationale à coloration gauliste se heurte aux réalités financières et aux contraintes de la division internationale du travail. Bien vite il est à nouveau question d'une nécessaire coopération avec les Américains ou avec les Japonais.

Entre la volonté de planification et le désir de faire vivre des pôles concurrentiels le pouvoir n'a pas encore choisi. Depuis juillet le gouvernement a laissé IBM réaliser une percée commerciale dans les « nationalisables » asséchant ces marchés pour la grande informatique sur plusieurs années.

Sur le plan des libertés, mêmes oscillations : Gaston Defferre supprime la carte d'identité informatisée, mais le titre des immigrés est maintenu, la commission Belorgey accède aux revendications de la hiérarchie de la police en légitimant les contrôles d'identité, pièce essentielle de la loi « Sécurité et liberté ». Charles Hernu obtient du Conseil d'Etat la légalisation du tchicor des gendarmes...

L'outil principal de cette politique volontariste doit venir de la nationalisation des composants clés de la filière : CII-HB, Saint-Gobain, Thomson, CGE, Matra etc. Outre qu'IBM qui représente 50 % du marché français de l'informatique a été laissé de côté, la méthode choisie (nationalisation par les maisons mères) laisse dans les mains de l'Etat une filière fractionnée par la présence de capital privé à tous les niveaux, avec le risque que chacune de ces sociétés partiellement nationalisées poursuive sa propre logique de développement. Il est significatif que le gouvernement, malgré la nationalisation soit obligé pour impulser sa politique, d'envisager la création d'un instrument de coordination (sous la forme d'une nouvelle délégation à l'informatique par exemple).

La reconquête des positions dominées par les Américains : composants, mini-informatique, grands systèmes est pensée de façon défensive. En acceptant a priori le principe de l'indemnisation on se mettait en position de faiblesse dans la négociation avec Honeywell. La firme américaine en récolte déjà les premiers fruits : le plan français de la mini-informatique annoncé en décembre par le ministère de l'Industrie est bâti autour du Mini d'Honeywell (le « Level 6 »). IBM

se félicite des intentions de l'Elysée à son égard et les grands mondiaux des composants s'attendent à recevoir de gros paquets d'argent en échange de leur participation au plan composant.

La maîtrise de l'outil industriel par la nationalisation risque de n'être que partielle, inachevée, sa conduite dispendieuse et délicate, pour un coût social élevé, car les restructurations profondes sont devant nous.

Certes rien n'est définitivement tranché et le débat continue au sein de l'élite restreinte qui décide en ces matières. C'est dans l'entourage de J.P. Chevènement à travers des débats du colloque de la recherche, des travaux de la « Mission filière électronique » et des décisions de la nouvelle direction de la DIEI (ministère de l'Industrie) que se met en forme le projet idéologiquement et industriellement le plus cohérent.²

Maîtriser la filière pour quel projet de société ?

L'héritage du giscardisme est particulièrement lourd ; la soumission à la contrainte extérieure et la politique de créneaux ont conduit à de nombreux abandons et à une dépendance accrue vis-à-vis des USA ou du Japon de presque tous les niveaux de la filière. Les quelques constructeurs français qui ont survécu abordent cette situation dans un état de crise ou de délabrement avancé. La dépendance technologique conduit nécessairement à une dépendance culturelle et sociale. En effet comment abolir les rapports capitalistes de production et d'échange s'il est impossible de maîtriser l'infrastructure technologique qui en est le support matériel ? La maîtrise de la filière électronique conditionne **pour partie** les possibilités d'une transformation sociale.

Les projets gouvernementaux s'inscrivent dans une perspective bien différente. Loin de chercher à créer un outil informatique qualitativement différent pour un projet de société socialiste et à développer une filière électronique pour satisfaire les besoins de la population la visée est tout la fois **nationaliste, industrialiste et productiviste**. C'est la reprise du projet gaulliste dit « Plan calcul » : qui aboutit à une véritable « intégration technologique » au capitalisme le plus avancé.

Le grand dessein national

« Nous devons faire en sorte que l'industrie électronique française soit en 1990 la troisième du monde ». C'est le rang de la France dans le concert des grandes puissances dont il est question, et surtout la capacité industrielle, scientifique et culturelle de son capital à participer à la compétition mondiale de la décennie, que JSS appelle « le défi mondial ».

Quelles sont les chances de réussite d'une telle politique : le volontarisme, les nationalisations, le financement ? Sans préciser au détriment de quels besoins sociaux seront prélevées les ressources nécessaires à une telle ambition, et en cherchant à rompre la division internationale du travail tout en respectant les règles du marché, tout cela peut paraître illusoire, mégalo-mane.

A moins qu'il ne s'agisse d'autre chose : de la capacité qu'aurait un gouvernement de gauche de faire accepter par les travailleurs et par la population les implications d'une stratégie tout entière tendue vers la conquête du marché mondial ; le bouleversement des méthodes de production par l'automatisation et la bureautique et ses conséquences sur les modes de vie, de travail et de consommation : la suppression de centaines de milliers d'emplois, l'obligation dans laquelle vont se trouver les salariés de changer de métier, de qualification, de secteur ou de région, la consommation massive et obligatoire de gadgets électroniques. C'est bien à cela que font référence les propos de Claude Perdriel qui déclare à l'intention du patronat⁵ « *Après 25 ans de conservatisme nous étions mal placés pour affronter la révolution technologique des ordinateurs et des robots. Ce défi là va être plus sévère que tout ce que nous avons connu et tout sera joué dans le monde en moins de dix ans. Il faut un gouvernement de gauche pour faire accepter l'idée d'une évolution profonde des modes de production, en imposant les réformes sociales indispensables qui permettraient aux Français de la supporter* ». La gauche pour anesthésier, pour vaincre la résistance des travailleurs à la restructuration et à la déqualification, pour créer le consensus nécessaire à une issue capitaliste à la crise.

Faire bouffer du magnétoscope aux Français

« Rien n'est stratégique, tout l'est ! »⁴ c'est fort de cette maxime que l'on s'apprête à intervenir à tous les niveaux de la filière électronique : les composants, les télécommunications, le grand public, l'audio-visuel, la bureautique, l'électronique professionnelle, le logiciel, la grande, la moyenne, mini-informatique, la robotique etc.

Sur la carte de France chaque région se voit attribuer une spécialité pour devenir autant de « Silicon Valleys » susceptibles de créer des emplois et de servir de base de conquête du marché mondial. Il faudra être compétitif, étudier, produire, vendre, exporter. Fasciné par l'exemple des Japonais on s'apprête à marier la technologie, l'investissement, le remodelage des structures et les transferts du savoir dans la vie de tous les jours. Les responsables de cette politique qui ne se pardonnent pas que la France ait perdu le marché de la calculette, de la montre

électronique ou du jouet électronique réunissent les moyens pour « faire bouffer du magnétoscope aux Français ». La reconquête du marché grand public et audio-visuel est un objectif majeur. C'est dans cette perspective qu'il faut aussi comprendre la création par F. Mitterrand du « centre mondial de micro-informatique » qui doit mettre au point un ordinateur personnel pas plus gros qu'un livre...

Cet élan doit s'accompagner dans l'esprit de ses promoteurs d'une politique des hommes. Industriels, scientifiques et experts doivent, comme dans la doctrine de Saint Simon, parvenir aux postes de commande car d'eux seuls peut venir le bien-être. D'où l'importance du choix des patrons des sociétés nationalisées. Au-delà des intentions on peut s'interroger sur la cohérence stratégique d'ensemble, attendu que la stratégie choisie est différente et parfois contradictoire selon les étages de la filière ? Stratégie à la japonaise, monopole d'Etat, coopération avec les USA, intégration européenne, vision tiers-mondiste ?

Cette nouvelle mystique tournée vers le quantitatif et la productivité a pour contrepartie un rabotage complet de toute préoccupation qualitative et de tous les aspects sociaux. L'industrie des socialistes ignore les travailleurs et à l'instar de Saint-Simon le travail n'y existe que comme obligation. C'est une différence notable avec le précédent septennat, qui pour des raisons politiques évidentes, avait pris le soin de définir, avec le rapport NORA-MINC, un projet social : la société informationnelle. Les aspects culturels ne sont envisagés que dans la mesure où il s'agit de défendre la langue française ou l'identité nationale menacée et de combattre les idées qui à gauche notamment s'opposent encore au développement de l'électronique tous azimuts.

Dans le rapport des « journées filière électronique » on insiste sur la « *nécessité de rompre avec la vision qui consiste à analyser la diffusion de nouveaux matériels grand public ou de nouveaux services télématiques comme la diffusion de « gadgets »* ». C'est pour cela qu'aujourd'hui le marché de la montre et du jouet électronique sont perdus. Le problème devient celui de l'occupation d'un temps de loisir qui ne cesse de croître ». Il faut créer un nouveau consensus et de nouvelles formes de régulation pour l'industrie électronique ; là est la signification profonde du colloque, de la recherche.

Le primat des forces productives

On nomme aujourd'hui « nouvelles technologies » ce que l'on désignait il y a un an par « informatisation de la société ». Mais on ne joue pas gratuitement avec les mots : l'accent mis sur le processus social et donc sur la politique se déplace vers le scientifique et le technique, qui relèvent, comme chacun sait,



avec le monde électronisé qui nous attend.

L'usage de l'informatique reste individuel, il relève encore de la curiosité ou du jeu ou d'une stratégie personnelle de formation pour éviter le chômage. L'ésotérisme, la difficulté d'accès et le coût jouent aussi pour inhiber les usages collectifs de l'outil. **Faudra-t-il attendre la fin du siècle pour que naisse un vaste mouvement de contestation et d'appropriation collective de la micro-électronique ?** Les syndicats ont partiellement échoué sur le terrain d'une pratique de masse pour contrôler ou peser sur les choix technologiques. La CGT refuse la restructuration tout en acceptant l'outil et la CFDT critique cet outil qui cause bien des « dégâts » mais accepte les « bonnes restructurations ».

Il n'est pas étonnant alors que la décision technologique soit du domaine exclusif de l'Etat (au récent colloque de la recherche, les chercheurs ont débattu, mais c'est le ministère qui a tranché).

Globalement la technologie qu'on nous prépare est la même que celle qui profite au Japon ou aux USA.

En informatique, le « changement » obéit à ce même mélange de progressisme et de conservatisme qui prévaut depuis le 10 mai : il sera étalé dans le temps, planifié par le haut, réalisé par la loi et le contrat.

C'est pourquoi il y a urgence à relancer la discussion et l'information sur les conséquences sociales de la politique industrielle, le projet de société, la restructuration et de montrer qu'il est possible d'effectuer dans ce domaine de véritables choix conscients et collectifs.

Il faudra d'abord aider au développement de secteurs où se réalise une informatique qualitativement différente, puis impulser une formation de masse sur tous les aspects de l'informatisation, créer enfin au sein des partis, des syndicats, des associations, des groupes locaux, bref de tous ceux qui luttent pour d'autres rapports sociaux, des lieux de débat sur les choix technologiques.

C'est la raison d'exister du CIII que de prendre des initiatives dans ce sens.

Eric Braine, Février 82

Ce texte exprime l'essentiel des positions et des interrogations exprimées dans le débat en cours au sein du collectif CIII.

Quel progrès technique il faut choisir !

L'informatique constitue à n'en point douter, l'événement scientifique et technique important depuis la guerre. Aussi est-elle au centre des interrogations qui se développent dans les groupes professionnels et sociaux, les associations, les syndicats, les comités d'entreprise, dans l'enseignement et dans l'éducation populaire... il existe une aspiration réelle à utiliser l'informatique pour communiquer, pour travailler ou pour s'informer. Mais en même temps on constate un énorme retard culturel ; l'appareil éducatif diffuse encore massivement des connaissances et des mentalités qui n'ont rien à voir

*dance et de compétitivité l'économie française doit s'informatiser et cela peu ou prou quel qu'en soit le coût social. La politique de l'informatique a été de ce fait soumise aux exigences de la politique industrielle ».*⁶

Reste alors une solution de secours : proposer aux chercheurs et aux scientifiques d'agir en amont pour résoudre techniquement et scientifiquement les contradictions sociales. C'est avec le financement public de la recherche et la recrutement des chercheurs l'aspect dominant du discours tenu au colloque national de la recherche.

Une seule remarque : cette vision fataliste et déterministe d'un seul possible (d'une seule technologie mondiale) réduit la technique et la science à de simples mécanismes détachés des objectifs et des choix humains. Elle laisse supposer qu'elles peuvent se développer indépendamment de la domination de classe, de sexe, ou du savoir et de la compétence. Elle constitue la négation de la capacité collective d'initiative et de création sociale. Elle refoule et nie la possibilité d'alternatives et de technologies qualitativement différentes.

du constat et non du débat. Les nouvelles technologies sont donc là ! **Elles sont neutres, et elles vont nous sortir de la crise** en relançant la productivité et la compétitivité des entreprises. Il n'y a que les obscurantistes pour refuser de telles évidences.

Le vieux credo positiviste de la révolution scientifique et technique est appelé à la rescousse pour tenter de créer le nouveau consensus qui fait encore défaut à la société contractuelle voulue par le président. Sur le plan institutionnel des instances de régulation (CNIL de la technologie, Centre d'évaluation des choix scientifiques, Centre des mouvements sociaux et de la technologie) vont servir à légitimer les choix industriels et techniques du gouvernement, à désamorcer les mouvements de résistance ou de refus.

C'est le premier volet ; le deuxième se situe dans la recherche. Celle-ci doit s'inscrire désormais dans une logique sociale : satisfaire la demande de la société et non plus comme auparavant la demande aval (des patrons de l'industrie). La science doit s'occuper du social alors que l'industrie n'en a cure. La contradiction n'est qu'apparente et il ne faut pas trop s'étonner que les chercheurs soient appelés à « prendre en compte la dimension sociale de l'informatisation dès le stade de la conception des produits informatiques »⁵, car chacun sait que « l'informatique n'est pas seulement un problème de politique industrielle »⁶, que la technologie n'est pas neutre au regard des rapports de production, que le bouleversement technique est le mode d'existence même du capital, que la recherche est devenue une branche des affaires. Des scénarios ont même été commandés pour savoir sur quelles couches de la population porterait la réduction du volume de l'emploi (les femmes : scénario bureaucratique ou les immigrés : scénario robotique).

Tout cela résulte en effet d'un choix productiviste : « par souci d'indépen-

1. Cf Compte-rendu de J. Vetois, *Terminal* n° 6.

2. Cf article de J.M. Quatrepoint : « Un effort exceptionnel va être consacré au développement de la filière électronique » *Le Monde*, 13 janvier 82.

3. Cf « Le grand Monopole de l'informatique », *Terminal* n° 6.

4. Cf article de J. Jublin « Politique industrielle : le grand tournant », *Les Echos*, 27 janvier 82.

5. *Le Matin*, 30 janvier 82.

6. Olivier Pastre, « Les défis sociaux de l'informatisation » *Le Monde du dimanche*, 24 janvier 82.